



Communiqué de presse du Conseil provincial du 29 novembre 2016

BUDGET PROVINCIAL : LES GROUPES POLITIQUES ANNONCENT LA COULEUR

Avec un boni à l'exercice propre de 4,6 millions € (hors prélèvements) confirmant un redressement financier structurel, la Province de Hainaut croit à une embellie durable. Cette situation globalement positive ouvre la perspective d'un soutien accru aux communes. Que pensent les différents groupes politiques du projet de budget 2017 ? La séance de ce 29 novembre a permis d'y voir plus clair.

Le projet de budget est en équilibre pour la septième année consécutive. Les recettes sont stabilisées sans nouvelle taxe tandis que les dépenses de dette se trouvent en baisse et que celles liées au personnel sont maîtrisées. Le taux de dépenses ordinaires atteint les 381 millions. Ce montant – représentatif des moyens consacrés aux missions provinciales - n'a jamais été aussi élevé.

Dorothee DERODDER, cheffe de groupe PS, voit dans ce constat chiffré le fruit d'un travail de longue haleine : *« depuis 2010, le résultat de la dernière modification budgétaire est meilleur que le budget initial »*. De quoi être armé pour satisfaire ce qu'elle considère comme 4 piliers de la Province : un redressement financier structurel, une politique de non licenciement, le maintien des services et la poursuite de projets de législature (27 millions en faveur de la Cité des métiers de Charleroi, du pôle culturel du Gazomètre à La Louvière, du Metropolitan e-campus à Tournai et du Centre d'exercices Hainaut Sécurité). *« Le boni structurel nous donne du souffle pour l'avenir et nous permet d'aborder notre défi prioritaire : la supracommunalité. La Province doit, au travers d'un soutien aux communes, fédérer autour d'elle »*.

Pour le MR, Bernard LIEBIN évoque un équilibre solide. Il fait remarquer que la Province dispose de d'importantes réserves aux exercices antérieurs et a su se constituer un fonds en faveur des pensions du personnel. *« Nous revenons de loin grâce à une politique de gestion stricte basée sur un moratoire relatif au non-remplacement du personnel et un contrôle des Asbl »*. Le chef de groupe MR met également en exergue la capacité qu'a eu la Province de se doter d'un plan stratégique et opérationnel de qualité, appelé ADhésioN.

Ecolo ne partage pas l'optimisme affiché par les partis de la majorité. Pour Philippe CORNET, l'équilibre provincial est fragile et peut être exposé à un prochain saut d'index, à une hausse plus rapide des dépenses que les recettes ou encore aux choix de la Wallonie, elle-même en recherche de moyens financiers. *« Au regard de la pyramide des âges, la poursuite d'un moratoire sur le remplacement du personnel et le maintien des politiques*

actuelles n'est pas tenable ». Ecolo veut toutefois que la Province innove davantage dans le durable, l'alimentation saine et la maîtrise de l'énergie ; autant de missions déjà inscrites dans les priorités provinciales.

Le cdH, pour sa part, parle d'un budget 2017 identique aux précédents et qui ne concrétise pas une volonté d'investir dans des projets vraiment nouveaux, au-delà d'une « *gestion en bon père de famille* ». David LAVAUX regrette ainsi que les projets de législation, évoqués ci-avant, ne figurent pas dans le document budgétaire.

Tous en faveur de la supracommunalité

A l'instar des autres chefs de groupe, David LAVAUX évoque la supracommunalité. Le cdH la conçoit comme un apport de moyens additionnels en faveur des communes. Un million a été inscrit en ce sens par la majorité PS-MR au budget 2017 pour soutenir de nouveaux projets portés par les communes et les territoires ; une somme s'ajoutant aux moyens déjà considérables (16 millions) injectés en faveur de politiques locales par la Province.

Les quatre partis oeuvreront-ils ensemble, en 2017, pour construire et affiner la politique supracommunale du Hainaut ? Tous s'y disent disposés. Avec en toile de fond une volonté partagée d'entendre les besoins des communes et du terrain plutôt que d'imposer une vision provinciale.

Appel entendu par le Président du Collège provincial Serge HUSTACHE qui répète sa volonté d'un « *travail collectif* ». Un calendrier de discussions démocratiques sur le soutien à apporter aux communes est d'ailleurs déjà fixé.

Le vote du budget aura lieu ce jeudi 1^{er} décembre après l'intervention finale de M. HUSTACHE.

UNE MOTION EN FAVEUR DE LA PRÉSENCE MILITAIRE EN HAINAUT

Le Conseil provincial a voté à l'unanimité une motion réclamant au Premier Ministre et à son Gouvernement fédéral que l'activité militaire belge en Province de Hainaut, et plus précisément à Tournai, soit maintenue dans la mise en œuvre de la Vision stratégique de la Défense.

Cette dernière prévoit, en effet, une diminution des quartiers militaires au sein du pays sur base du principe d'un équilibre régional.

Le Conseil provincial rappelle, dans ce contexte, que l'implantation d'une caserne au sein d'un territoire doit tenir compte de ses spécificités géographiques et de son bassin d'emplois ; que le Hainaut fournit un important contingent à la Défense et que la fonction militaire a un rôle potentiel d'ascenseur social et de formation.

Au regard de ceci, les autorités du Hainaut entendent que soit préservée les seules casernes situées sur leur territoire, à savoir les casernes Saint Jean et Ruquoy de Tournai.